



A l'heure où l'exclusion et la pauvreté explosent dans ce pays, Le ministre de la santé s'est donnée pour feuille de route de réduire le déficit de la sécu et cela au détriment de la santé des populations.

Pour les prochaines années, ce sont d'ores et déjà 22000 suppressions d'emplois qui sont programmées dans les hôpitaux, 16000 lits directement menacés. Toutes ces mesures se font sur le dos des populations et des personnels.

La qualité du travail des personnels de santé et de la Sécurité Sociale s'est déjà fortement dégradée et les mesures prévues vont empirer cette situation. Ce personnel est soumis à un harcèlement permanent pour tenir les objectifs financiers fixés par la Ministre. Concrètement on assiste à une dégradation des conditions de travail, de la qualité des soins pour les patients. De plus en plus les personnels, des équipes entières ont le sentiment de ne pas faire correctement leur travail, ce qui provoque une frustration amenant beaucoup de détresses professionnelles provoquant même des suicides.

La réalité du vécu des malades (attentes interminables aux urgences, des heures de route pour les radiothérapies et des sorties trop hâtives pour libérer les places...) rend la politique du gouvernement intolérable.

Aujourd'hui, il devient fréquent de ne plus pouvoir se faire soigner à l'hôpital public, de renoncer aux soins parce qu'ils sont trop coûteux et que la malheureuse mutuelle ne fait pas l'affaire car on l'a pris en fonction de ses moyens et pas de ses besoins...sachant que certains n'en n'ont même pas. Il arrêter faut cette politique et prendre des mesures rapides pour permettre une couverture médicale sur l'ensemble du territoire même dans les zones les plus reculées où les plus modestes avec le développement de centres de santé publics, pluridisciplinaires.

Le droit à la santé pour tous est un droit fondamental, C'est pourquoi la CGT 31, au moment de la présentation du projet de loi de financement de la sécurité sociale, appelle l'ensemble des salariés à se mobiliser. Les députés du département sont invités à rejoindre le cortège aux allées François Verdier pour expliquer leur positionnement sur les questions soulevées lors de cette journée.

Les salariés du secteur de la santé et des organismes sociaux seront fortement mobilisés le 8 novembre prochain.

Mardi 8 novembre :

Pique nique revendicatif à 12h devant le Conseil Départemental.

Manifestation interprofessionnelle à 14h départ St Cyprien.